BRÉSIL - Une seconde « marée rose » ?

Cicero Araujo

vendredi 30 septembre 2022, mis en ligne par Françoise Couëdel

16 septembre de 2022 - *L'ex-président Luiz Inácio Lula da Silva aspire à revenir au pouvoir encouragé par un front démocratique qui défie l'extrême droite de Jair Bolsonaro. Dans ce but il a signé une alliance avec son ex-adversaire Geraldo Alckmin et tente de dépasser les frontières de la gauche. Pour l'instant, l'ex-président est en tête des sondages, mais même dans le cas d'une victoire, il n'est pas certain qu'il puisse récupérer le soutien des précédents dirigeants du PT.*

La « marée rose » brésilienne s'est produite entre 2003 et 2016, le pays étant gouverné par le Parti de travailleurs (PT) durant quatre mandats successifs. Le quatrième de ces mandats a été interrompu avant qu'il n'atteigne la moitié de la durée fixée par la Constitution par un processus de destitution qui a écarté de sa charge Dilma Roussef, en août 2016. Moins d'un an plus tard, en juillet 2017, l'ex-président Luiz Inácio da Silva a été condamné à neuf ans et six mois de prison, pour une participation supposée à des cas de corruption qui ont impliqué Petrobras, la compagnie pétrolière de l'État. Leader du PT, il était aussi l'atout principal du parti pour les élections présidentielles de l'année suivante.

Cette succession d'évènements a représenté le point culminant d'une crise constitutionnelle qui a affecté non seulement l'« expérience pétiste », mais aussi la stabilité démocratique du pays. Immédiatement, en octobre 2018, Jair Bolsonaro, candidat d'extrême droite, après une ascension vertigineuse, remporta les élections, obtenant une différence de près de dix millions de voix contre Fernando Haddad, le candidat improvisé du PT dès qu'il a été évident que Lula da Silva, qui effectuait une peine de prison, ne pourrait pas se présenter. Après son ascension, le nouveau président a offert la direction du ministère de la justice au juge fédéral Sergio Moro, responsable du procès et de la condamnation de Lula. Moro a abandonné sa charge de juge et pris les fonctions de ministre.

Aujourd'hui, sur la fin de son mandat, on peut dire que Bolsonaro n'a pas fait mentir les attentes de ses adversaires mais qu'en revanche il a déçu une partie considérable de ceux qui l'ont soutenu. Selon diverses enquêtes d'opinion publique, sa popularité au cours de son mandat n'a jamais dépassé 37% et est tombé, à certains moments, au seuil de 20%. Ce sont des chiffres qui reflètent les failles des mesures adoptées par son gouvernement, surtout pour ce qui est de la gestion de la pandémie du Covid-19. Par ailleurs, en novembre 2019 – juste à la fin de la première année de son mandat –, le président recevait une information peu encourageante pour ses projets de réélection : par un retournement spectaculaire de son positionnement antérieur, Luiz Edson Fachin, ministre du Tribunal suprême fédéral (STF), décidait d'annuler le jugement condamnant Luis Inacio da Silva et autorisait sa sortie de prison. En avril 2021, la Cour plénière a confirmé la décision et ordonné la restitution de ses droits politiques à l'ex-président.

Dans une situation de normalité constitutionnelle, un président avec un niveau de soutien populaire aussi bas que celui de Bolsonaro n'aurait pas la moindre chance d'être élu. Le Brésil pourtant traverse une période très troublée et instable qui fait que tout est possible. Bolsonaro est un politique sans scrupule, mais conserve un capital politique ; malgré une conduite entachée de dérapages il est parvenu à s'assurer le soutien majoritaire du Congrès, où il n'a pas de majorité propre. Ayant prêché dans sa campagne contre le discours ultralibéral et les promesses de contrôle sévère des dépenses publiques qui ont été la marque de sa campagne – en accord avec l'évangile prêché par son ministre du Commerce, Paulo Guedes –, aujourd'hui il s'apprête à puiser dans les caisses du Trésor public, dans l'espoir de reconquérir l'électorat perdu. Un geste très révélateur car cela met en évidence que ce n'est pas le modèle économique qui inspire le mandataire ; en réalité, son ambition est de viser avant tout les institutions du régime démocratique encore en vigueur et un régime chancelant auquel Bolsonaro aspire à asséner un coup fatal.

De toutes manières, au moment où j'écris cet article, Lula apparaît dans toutes les enquêtes comme le

pré-candidat favori pour les élections d'octobre de cette année. Si l'ex-président s'impose aux élections, outre le fait évident que son retour freinera l'avancée de l'autoritarisme au Brésil, une grande incertitude plane cependant au sujet de ce qu'on peut espérer d'un nouveau gouvernement avec lui à sa tête. Lula recréera-t-il « la marée rose » perdue lors des évènements dramatiques de 2016, ou la nouvelle conjoncture l'obligera-t-il à prendre une orientation différente ? C'est ce que cet article se propose d'étudier. Mais avant d'approfondir cette question il convient d'aborder, dans une synthèse rétrospective, les racines de la crise politique que traverse le pays.

Antécédents de la crise constitutionnelle brésilienne

La situation actuelle du Brésil reproduit, d'une certaine manière, les dérèglements dont souffrent les démocraties dans diverses parties du monde. Que de tels désordres affectent aussi des pays et des régions entières où la pratique de la démocratie a un fort ancrage historique est une chose qui confère à la crise actuelle un profil plutôt inédit et particulier. Pour la première fois depuis longtemps, on assiste à une synchronie presque parfaite de troubles politiques graves aussi bien dans les pays caractérisés par la précarité ou l'intermittence de ses régimes démocratiques que dans d'autres où la démocratie pourrait être considérée comme stable et solide, comme c'est le cas des États-Unis et de diverses nations d'Europe occidentale.

Le symptôme le plus évident de cette situation est la montée des forces et des courants autoritaires d'extrême droite, qui s'exprime dans la conquête d'un nombre significatif de voix et, en conséquence, dans une composition évidente des parlements, si ce n'est dans le contrôle du Pouvoir exécutif. Par ailleurs, de tels courants semblent favoriser une contagion, dans la mesure où le succès d'une force d'extrême droite dans un pays déterminé génère des phénomènes similaires dans d'autres pays. Ainsi, le triomphe du Brexit en Grande-Bretagne, en 2016, et quelques mois plus tard, la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles étatsuniennes ont en grande part favorisé l'ascension de Bolsonaro au Brésil, qui à son tour a contaminé la scène politique de pays voisins.

Quoi qu'il en soit, et même s'il existe des points communs, chaque crise a sa propre histoire, avec ses particularités. Revoyons la situation qui nous occupe.

Quand Lula da Silva pour la première fois prit sa fonction de président de la République, le 1er janvier 2003, le Brésil vivait un moment de grande acceptation populaire du régime constitutionnel instauré après une longue dictature militaire (1964-1984). Même si son triomphe était inédit – c'était la première fois qu'un leader d'un parti de gauche prenait la tête d'un gouvernement national –, Lula ne prenait pas ses fonctions dans un vide institutionnel. Il avait été précédé par une étape pendant laquelle un projet socio-démocrate classique, inscrit dans la Constitution fédérale de 1988, avait du s'ajuster aux conjonctures nationales et internationales, résultant, d'un côté, d'une longue crise inflationniste et du processus traumatique de la destitution du président Fernando Collor de Melo, en 1992 et, d'autre part de la crise de l'État de bienêtre en Occident et la chute de l'Union soviétique.

C'est à Fernando Henrique Cardoso, d'abord en tant que premier ministre du Budget (1993-1994), puis comme président de la République (à partir de 1995) qu'est revenu de faire les premiers pas sur un chemin qui assurerait au pays une période de stabilité démocratique sans précédent qui durerait près de 20 ans. Ce qui a caractérisé ce chemin était la conjonction et la friction, plus exactement des frictions entre les positions sur le modèle néolibéral – en plein essor international – et les promesses, faites à l'Assemblée constituante de 1987-1988, d'« effacer » la dette sociale héritée de la dictature militaire. De cet amalgame a surgi une sorte de scenario politique et économique de long terme, au-delà des partis, qui en d'autres lieux était nommé « modèle socio-libéral [1] ».

Dans l'arène électorale et partisane qui s'est créée après la chute de Collor de Melo, le PT et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, centre-droit) sont devenus les deux soutiens du régime politique en construction. Ils ont incarné les pôles d'attraction pour les préférences électorales, une sorte de modèle avec deux ramifications : l'une plus « libérale », penchant vers la droite et l'autre plus « sociale » penchant vers la gauche. La première a été abandonnée au cours des deux mandats de Cardoso et le

PSDB, la seconde, est parvenue à triompher avec Lula et le PT.

Un deuxième aspect du modèle est en rapport avec une règle non écrite pour l'exercice du Pouvoir exécutif, une règle que nombre de politologues appellent « présidentialisme de coalition ». 2 [2]. En fait il s'agit de rationnaliser ce qui a été appris après un processus qui s'est achevé avec la destitution de Collor de Melo. Et c'est la leçon qui s'en dégageait : le président de la République devait construire une vaste majorité au Congrès – un soutien plus ample que l'alliance qui avait rendu possible son élection –, dans le but de s'assurer en même temps la direction de ses projets et la stabilité de sa propre charge. Si cette règle était violée, cela ouvrait la porte à un destin similaire à celui de Color de Melo en 1992. Mettre cette règle en pratique impliquait néanmoins une réduction brutale de la transparence dans les relations entre le Pouvoir exécutif et le Pouvoir législatif, étant donné que l'objectif d'élargir l'appui au Parlement entrainait une série d'accords et de pactes souvent inavouables entre le président et les membres des différents partis qui ne faisaient pas partie de l'alliance électorale gagnante et devaient alors être cooptés d'une façon ou d'une autre. À peine cette règle fut elle appliquée durant la présidence de Cardoso, qu'elle devint de façon informelle une instance parallèle d'accès au pouvoir de l'Etat, infiltrée dans tous les secteurs de la trame du pouvoir officiel, ce qui supposait une relation étroite entre la représentation politique (à tous les niveaux) et le pouvoir économique, surtout celui qui était le plus lié, le plus dépendant des ressources publiques. Cette instance parallèle nous l'appelons la « Chambre invisible [3] ». Sa naturalisation dans le jeu politique et électoral contribua à la stabilité de l'interaction entre l'Exécutif et le Législatif dans les années qui ont suivi. Mais sur le long terme rien de tout cela n'était assuré.

Un troisième aspect du modèle renvoie au nouveau rôle joué par le Pouvoir judiciaire. Envisagé dans tout son spectre, il incluait non seulement les juges et les tribunaux, mais aussi les instances indépendantes du contrôle de l'exercice des deux autres pouvoirs constitutionnels – attribution que la Constitution de 1988 délègue clairement au ministère public (MP), dans une certaine mesure à la police fédérale (PF) –. Un tel tableau garantissait au MP le pouvoir de « provoquer » les tribunaux – y compris la Cour suprême – au nom des droits diffus de la citoyenneté, dans le but, par exemple d'investiguer des cas de corruption dans les organes du gouvernement et de conduire ses responsables devant la justice. À mesure que s'élargissait en même temps le processus de judiciarisation des conflits sociaux et politiques, ce nouveau rôle du Pouvoir judiciaire devint une arme importante pour les forces d'opposition, quel que soit leur situation dans le spectre politique [4].

Arme de combat politique, tous les partis mécontents de leur position parfois minoritaire au Congrès en firent un large usage, bloquant la machine de cooptation que la pratique du présidentialisme de coalition avait favorisée. De ce fait, d'une certaine manière, ces deux derniers aspects du modèle socio-libéral que j'ai cités s'opposaient, ce qui semblait coïncider avec la notion classique de « checks and balances » (poids et contrepoids) des pouvoirs constitutionnels, même s'il ouvrait des brèches à de futures crises d'application du modèle.

La gestion de Cardoso s'était distinguée par le succès de la lutte contre l'hyperinflation, ce qui donna une forte légitimité à l'orientation néolibérale de sa politique économique : privatisations, monétarisme, ouverture commerciale, libéralisation des marchés des capitaux, etc. Et cela permit aussi de donner un élan en faveur des politiques de développement national que le pays avait mis en pratique depuis l'ère de Getulio Vargas, même si elle avait fortement décliné à partir de la décennie 1980. Le succès concernant le contrôle de l'inflation qui devait être la première des priorités dans toute gestion de l'économie s'est enraciné dans l'opinion publique nationale. Conscient de cela, Lula da Silva et ses conseillers ont cherché, lors de la campagne électorale, la façon d'ajuster le programme du PT à cet impératif, et c'est ainsi que la « Lettre au peuple brésilien » (juin 2002) précisait que la lutte contre l'inflation serait une priorité [5].

Évitant le choc frontal avec l'orientation néolibérale qui les a précédés, Lula da Silva et le PT ont dû chercher des alternatives pour tenir les promesses de réformisme social, marque déposée du parti et point fondamental de leur programme de campagne. C'est ainsi qu'ont été établies des « politiques sociales ciblées », ensuite mises en place par son gouvernement – et qui ont été appliquées au cours de ses deux mandats –, dont le programme Bourse Familiale a été l'élément central. La Bourse Familiale a été un vaste programme de transferts de revenus à l'intention des plus pauvres. Même s'il n'incluait pas les

services publiques universels et était essentiellement non marchand, typique du welfare state européen, le programme a eu un impact fort sur les secteurs des travailleurs les plus précaires, une partie assez importante, sinon majoritaire, de la population brésilienne. En définitive, il a permis à ce secteur une réelle insertion, bien que modeste, sur le marché de la consommation, grâce à des ressources en argent transférées directement par les organismes d'État [6].

En faveur de ces mêmes tranches de travailleurs d'autres mesures ont été mises en place qui ont permis l'accès à des crédits à faibles taux d'intérêt, l'acquisition de logement personnel (avec le programme Minha casa (Ma maison), Minha vida (Ma vie), lancé au cours du second mandat et le financement de l'enseignement supérieur dans des institutions privées. Enfin, la politique des quotas raciaux et sociaux (pour les personnes à faibles revenus) lors de l'inscription à des universités publiques, l'élargissement du nombre de place, l'embauche de nouveaux enseignants, des investissements dans les infrastructures et, surtout, la hausse annuelle du salaire minimum dépassant celle de l'inflation.

Il est certain que le cycle international du boom des commodities, en plein essor précisément au cours des deux mandats de Lula da Silva, a bien aidé l'action gouvernementale. Son énorme impact sur la balance commerciale et financière a pratiquement blindé le pays contre les chocs externes, en raison d'une accumulation de réserves sans précédents et d'une situation d'allègement de la dette publique [7]. En parallèle, il est important de souligner que le type de réformisme social qui a été appliqué – fortement orienté, comme nous le disions, vers l'insertion dans le marché consommateur d'énormes contingents de la population jusque-là exclus – a fini par contribuer à la réactivation de la croissance économique et, indirectement, du marché du travail.

Dans le domaine politique, il n'a pas fallu longtemps au gouvernement pour avoir une majorité relativement stable au Congrès. En nombre d'Individus, le nombre de députés du PT était la plus grande, mais même en incluant les parlementaires des partis de l'alliance électorale il était loin d'être majoritaire et, au Sénat la situation était plus compliquée. Néanmoins, avec la pratique du présidentialisme de coalition déjà imposé, l'emploi de la machinerie d'État permit d'attirer un nombre suffisant de députés et de sénateurs de différents partis pour la « base alliée ». C'était, comment pouvait-il en être autrement, une alliance très hétérogène du point de vue idéologique et programmatique et, par conséquent, viable uniquement grâce à des prébendes que le contrôle de la machine administrative pouvait assurer.
Cette politique, qui tend évidemment à réduire passablement les niveaux de moralité, fit très vite ses premières victimes. Au milieu de l'année 2005, le pays eut connaissance du scandale du mensalão (pots-de-vin) : un schéma supposé de paiements illégaux à des députés en échange de soutien au gouvernement. Même si n'a jamais pu être prouvée l'existence de ces paiements, le scandale semblait être un indice de ce que le PT, dans le but de s'assurer le succès au Congrès et lors des futures batailles électorales, avait décidé de plonger à fond dans les méandres de la Chambre invisible et d'user du réseau parallèle du pouvoir auxquels nous faisions allusion précédemment.

Le scandale fut un coup dur pour l'image du PT comme « champion de l'éthique ». Il entraina la chute de cadres très importants au sein du noyau dirigent du parti, et un éloignement définitif de secteurs de la classe moyenne sensibles à la question de la corruption. Mais le gouvernement de Lula parvint à éviter des conséquences drastiques en bloquant l'avance des investigations au Congrès et la menace d'un procès de destitution. Ce fut possible grâce, entre autres choses, à la décision de renforcer la base alliée avec l'inclusion d'un parti jusque-là laissé de côté, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMB), symbole de la lutte contre le régime militaire et qui peu à peu était devenu une confédération de caciques politiques régionaux. Dans les faits cette inclusion signifiait, plus qu'une prise de distance, de pénétrer encore plus avant sur le terrain de la Chambre invisible [8].

En dépit des turbulences, le président acheva son mandat, en 2010, avec un indice de soutien populaire supérieur à 80% – un authentique record –, et tout annonçait la victoire tranquille de celle qui était sa candidate à la succession présidentielle, alors ministre, chef de cabinet, Dilma Rousseff. Et ce fut une victoire, en effet, avec une bonne marge de différence sur ses adversaires au second tour, mais tout ne se passa pas avec le calme prévu. La campagne pour le second tour fut très tendue et polarisée, avec le candidat de l'opposition (José Serra, du PSDB) encourageant les passions de caractère religieux en sa

faveur, une stratégie étrange dans sa biographie et sa carrière politique. Serra n'eut pas de succès, mais sa manœuvre laissa un relent d'aigreur, d'amertume, dans l'atmosphère politique, qui finirait par prospérer dans les années suivantes [9].

Le processus de détournement du pacte de 1988

Après un début plutôt orthodoxe, consacré à « mettre de l'ordre » dans les comptes publics, en mai 2012, la nouvelle présidente et son ministre des Finances, Guido Mantega annoncèrent un tournant surprenant de la politique économique. Baptisée Nouvelle matrice économique (NME), l'initiative représentait, en même temps, un grand programme préventif pour affronter les séquelles du crash financier international de 2008 – qui secouait alors l'économie de l'Europe et semblait prêt à affaiblir celle de l'Amérique latine – et une tentative de relancer l'industrialisation du pays, jamais récupérée depuis l'épuisement de la relance du développement national, au moyen d'un plan qui supposait des millions de subsides et d'exemptions fiscales pour le secteur industriel.

Même si l'initiative séduisait par son audace, la mise en application du NME se révéla fatale pour le futur mandat de Rousseff. Le plan, conjointement à d'autres facteurs que nous mentionnerons plus bas, soumettait le modèle social-libéral à une série de tensions qu'il n'était pas préparé à supporter. Ce point est important pour comprendre les fragilités du pacte que soutenait le régime constitutionnel, et nous allons nous y arrêter.

Le modèle socio-libéral a été très efficace pour générer des bénéfices pour les citoyens des deux extrêmes de la pyramide sociale, au sommet et à la base. En même temps qu'il libérait les plus riches d'une part considérable de la charge fiscale, il permettait de destiner des parts significatives du budget public aux plus pauvres, en particulier grâce à des politiques « focalisées ». Au cours de sa gestion Cardoso et le PSDB hésitèrent beaucoup à explorer cette voie, ce qui donna à Lula da Silva et au PT l'opportunité de l'essayer à grande échelle, donnant une impression de quelque chose d'inédit. Mais cette application entrainait en même temps un problème potentiel, assez évident bien que peu perçu au début, car il posait les bases telles que tout un niveau intermédiaire de la pyramide se sentait exclu : au fond le régime brésilien n'avait pas de politique spécifique pour les classes moyennes. Pour elles, le modèle se limitait à indiquer qu'elles pouvaient profiter des opportunités individuelles d'ascension sociale issue, disons-le ainsi, des « bénéfices élargis » que le succès du modèle – en particulier en termes de croissance ajoutée de l'économie – générait comme un sous-produit.

Fort du boom des commodities et de la légitimité que donnait la réduction de la dette sociale du pays, les deux mandats de Lula ont pu tester avec succès l'élasticité du social-libéralisme constitutionnel et laisser dans l'ombre ses fragilités. La présidente Dilma Rousseff, protégée par la popularité de son prédécesseur, et cependant comme cela fut dit, préoccupée par les possibles effets négatifs de la crise financière internationale, décida de s'y attaquer. Pour rendre viable les projets ambitieux de la NME, elle tenta de modifier le modèle de relations que son prédécesseur avait établi avec les secteurs des entreprises. Sans cesser de cultiver de bonnes relations avec eux, il est certain que Lula n'était jamais parvenu à un travail organique conjointement avec l'ensemble de l'entreprenariat. Le projet de la présidente, au contraire, cherchait à établir une alliance étroite, avec des objectifs communs, presque un contrat d'obligations mutuelles. De là, les annonces et les rencontres publiques dans lesquelles des représentants des entrepreneurs, des travailleurs et le gouvernement exprimaient leurs accords sur la base d'engagements de chaque partie.

Au moment de son application, cependant, la NME rencontra des obstacles et des difficultés qui progressivement feraient retomber cet enthousiasme initial. En premier lieu parce que, quand il promettait des bénéfices directs pour eux, la forte intervention de l'État qui allait de pair avec le plan n'agréait pas aux oreilles de divers groupes d'entrepreneurs. En second lieu, parce qu'il impliquait l'intromission du gouvernement dans relations internes entre fractions capitalistes – par exemple, la baisse des tarifs de l'électricité et des intérêts bancaires était vue comme une tentative de dresser certains secteurs contre d'autres. Enfin, dans la mesure où le gouvernement respectait pour sa part les engagements assumés – en particulier, dans le domaine des exemptions fiscales –-, son équipe

économique pressait les entreprises pour qu'elles respectent les siens. Cela consistait simplement à transformer les incitations de l'État en croissance effective de l'économie. Dans les années suivantes, néanmoins, le taux de croissance du PIB n'atteignit pas les indices de hausse attendus, en même temps que la balance commerciale continuait à être très dépendante des exportations de céréales et de minerais [10]. Avec le temps, la pression sur les entreprises pour qu'elles inversent ce tableau détériora les relations entre leurs propriétaires et le gouvernement.

Autre geste important en lien avec la politique de son prédécesseur, la présidente Rousseff décida d'adopter « une tolérance zéro » face à une quelconque implication de ses ministres dans des soupçons de corruption. Ce fut ce que André Singer a appelé l'« essai républicain » du gouvernement [11]. Pour cette raison, plusieurs ministres désignés par la base alliée au Congrès (certains même venaient de la gestion luliste) furent exclus du cabinet. Par ces actions Roussef cherchait à améliorer l'image du gouvernement face aux classes moyennes mais au risque d'augmenter les tensions au sein du jeu politique compliqué qui était le soutien du présidentialisme de coalition.

En attendant, dans les classes moyennes grandit la perception de ce que la NME se faisait au détriment d'un poids supplémentaire d'impôts sur leurs têtes, et sans recevoir rien en échange. Le risque existait que l'énorme exemption fiscale pour les entreprises, bien qu'elle bénéficiât directement aux classes des travailleurs du secteur industriel, soit payée par les autres groupes sociaux et, une fois encore, par les couches moyennes. Dès que fut perçu que cette période de prospérité dans le cycle des commodities pouvait toucher à sa fin et, pire encore, qu'une partie de cette prospérité avait été le fruit soit de la corruption, soit de décisions économiques erronées, la prédisposition de ces secteurs moyens à la contestation sociale se raviva. Ce fut l'origine des énormes manifestations publiques de juin et juillet 2013. En réalité, en décidant d'occuper massivement la rue, les classes moyennes protestaient non seulement contre les gouvernements du PT, mais aussi contre le fondement même du pacte social de 1988. Tel était, en définitive, le fait objectif du processus de subversion auquel a été soumis le régime démocratique brésilien à partir de ce moment-là.

Résultat de ces manifestations, les indices de popularité de Rousseff, jusque-là positifs, chutèrent rapidement, mettant en échec son leadership. Pour la première fois depuis de nombreuses années – en réalité, depuis que le cycle de stabilité politique avait commencé, vers 1994 – le pouvoir exécutif perdait sa capacité d'initiative et donc mettait péril toute l'architecture du présidentialisme de coalition. Rousseff parvint à trouver des réserves d'énergie pour être vainqueur lors de la bataille présidentielle d'octobre 2014, avec une marge serrée, après une campagne marquée par de fortes tensions et une polarisation idéologique. Cependant, comme on le constata très vite, sa victoire fut une victoire à la Pyrrhus. Une fois comptées les voix et la réélection de la présidente, l'accord constitutionnel qui avait mis les deux partis principaux dans un jeu de « concordance dans la discorde » était déjà rompu. Un signe clair de cela fut le soupçon que le candidat de l'opposition (Aécio Neves) manifesta publiquement et immédiatement sur le résultat des urnes.

Par ailleurs, ce premier geste évident d'une rupture de la normalité constitutionnelle se basait sur un autre point faible du modèle social-libéral, qui était paradoxalement mis en évidence par le succès même des politiques sociales des gouvernements pétistes. Ce succès leur octroyait d'énormes avantages dans la concurrence avec ses adversaires par l'immense électorat populaire. Si à ces avantages nous ajoutons le fait que les partis qui maintenant se rattachaient à l'Exécutif avaient un accès privilégié à la Chambre invisible et, par conséquent, au pouvoir économique qu'elle protégeait, on peut imaginer le panorama affligeant que les troupes de l'opposition institutionnelle commencèrent à prévoir pour elles-mêmes, en sentant que, de l'autre côté, ils avaient une force électorale virtuellement imbattable. En résumé ce même manque de perspective d'alternance du pouvoir politique obligeait l'opposition à chercher des voies qui contourneraient la légitimité des urnes [12]. Ce sont les conditions qui donnèrent naissance à un mouvement factieux qui était en accord d'une part avec des groupes mécontents de l'intérieur du système partisan et, d'autre part, les agents du Pouvoir judiciaire – ceux-ci, par le biais de l'opération Lava Jato, lancée au début de 2014 pour enquêter sur de nouveaux cas de corruption au sein du gouvernement [13] – qui, pour les raisons les plus diverses, souhaitaient modifier l'équilibre des forces en place. La destitution de la Présidente Rousseff, en août 2016, le jugement et la condamnation de l'ex-président Lula, moins

d’un an plus tard, ont été simplement l’évolution de ces processus.

Le retour sur la scène de Lula et le conflit présidentiel

Le gouvernement qui a succédé à Dilma Roussef, conduit par Michel Temer, a réuni les forces les plus proches, au sein du système politique, des intérêts des classes propriétaires du pays. Le programme qui l’a inspiré, élaboré tandis que l’impeachment de Rousseff mûrissait au Congrès, fut baptisé « Pont pour le futur » et visait à actualiser sur certains aspects, et à la radicaliser sur d’autres, la recette classique néolibérale, en l’appliquant à des domaines où celle-ci, en raison des clauses sociales de la Constitution fédérale, n’était pas parvenue encore à pénétrer. S’appuyant sur les forces conservatrices du Parlement qui s’était alliées pour renverser celle qui l’avait précédé, Temer parvint à faire approuver un amendement constitutionnel qui imposa des limites sévères à la dépense publique et une réforme du travail qui, d’un seul coup, affaiblit les syndicats et diminua certains droits des travailleurs, établis depuis 1930, et qui n’avaient jamais été touchés auparavant.

Son équipe au ministère des finances pariait sur le fait que ces mesures attireraient vers le pays un volume d’investissement privé suffisant pour assurer la récupération de la croissance économique. En fait l’économie nationale, déjà affaiblie par la crise politique des années passées, en sortit encore plus affectée par l’inertie gouvernementale délibérée que proposait le programme Pont pour le futur. Par ailleurs, le gouvernement dut faire face à de nouveaux scandales de corruption qui impliquaient des congressistes, des ministres et le président en exercice lui-même.

La somme de toutes ces circonstances renvoya une image d’un pays qui partait à la dérive dans un désert constitutionnel. Avec ses deux partis majeurs – le PT et le PSDB – désarticulés, démoralisés, le régime de 1988 prêta le flanc au renforcement des alternatives anti-système. Et, en effet, celles-ci gagnèrent en force au cours de la campagne présidentielle de 2018, unies autour de la candidature d’extrême droite de Bolsonaro. C’était aussi la preuve de l’échec retentissant qu’avait été le gouvernement de Temer, incapable non seulement de se présenter lui-même aux élections, ni même de proposer un candidat à sa succession.

Après avoir pris ses fonctions, le président Bolsonaro, comme il fallait s’y attendre, s’est montré totalement dépourvu de compétences et même de volonté pour exercer sa charge en répondant au besoin de sortir le pays de son bourbier économique, social et institutionnel. Le comble a été atteint, justement au milieu de cette conjoncture précaire, quand le pays s’est vu ébranlé par une pandémie mondiale inattendue.

Voilà le panorama et il cela ne manque pas d’intérêt : que l’ex-président Lula da Silva, après avoir été libéré et après l’annulation, par une partie du STF, de la sentence qui pesait sur lui, soit devenu aujourd’hui, et en vertu d’une popularité qu’il a conservée intacte même pendant sa détention, une des rares options, sinon la seule, pour éviter que la démocratie brésilienne chancelante ne s’écroule à nouveau. Il est vrai que le retour spectaculaire sur scène de l’ex-syndicaliste semble indiquer un nouvel réalignement des forces politiques dans le pays.

Les tentatives d’ouvrir une « troisième voie » ne parviennent pas à rencontrer d’écho. Il est clair que la fragmentation actuelle entre diverses candidatures n’y contribue pas mais cela n’est pas, de loin, la raison qui explique ses difficultés. Le problème est que l’électorat conservateur qu’elles pourraient attirer n’envisage que deux options capables de rassembler et unifier d’autres options de moindre importance : l’option autoritaire et l’option démocratique, incarnées respectivement par Bolsonaro et Lula da Silva. Et dans la mesure où il est de plus en plus évident que c’est l’alternative fondamentale à résoudre lors des prochaines élections, la dénommée « troisième voie » devient effectivement une option dont le potentiel n’est autre que celui de renforcer une des deux candidatures à soutenir.

Dans cette conjoncture, l’ex-président est devenu une sorte de pivot pour un nouveau réalignement des courants démocratiques. Nous avons vu que ceux-ci, au cours de la période antérieure au dérèglement constitutionnel actuel, même si se présentaient diverses options, se réduisaient à deux principales : celle

conduite par le PSDB et celle conduite par le PT. Après chaque élection le gros des partis se repositionnait en fonction de ces deux pôles. La crise politique a mis fin à ce jeu et a porté au premier plan une nouvelle option, complètement distincte des deux précédentes et avec un appui populaire : l'option autoritaire, incarnée par des forces d'extrême droite qui en peu de temps ont conflué vers une candidature et donné leur soutien à Bolsonaro. C'est là le facteur qui incite différents courants de l'électorat démocratique, abasourdis mais malgré tout solides, à s'unir et à mettre leur espoir dans la candidature de l'ex-dirigeant métallurgiste.

Cela nous amène au second point de la question : comment cette candidature va-t-elle progresser, et si elle l'emporte, que pouvons-nous attendre d'elle et du climat politique qui l'entoure. J'ai déjà mentionné au début de cet article que l'ex-président apparaît comme le favori dans toutes les enquêtes. Mais le terrain sur lequel il s'avance est extrêmement mouvant et sujet à des retournements et des chutes possibles qui finiraient par favoriser son adversaire. Ce dernier pourrait tirer parti de l'impression d'une ambiance institutionnelle qui lui est hostile – par exemple, dans les chocs de plus en plus évidents avec la Cour suprême et la justice électorale – pour faire monter au maximum le niveau de tension de la campagne présidentielle, en usant de sa meilleure stratégie pour inverser une tendance actuelle qui ne lui est pas très favorable. Il ne faut pas négliger non plus les effets sur l'électorat de ses mesures les plus récentes, clairement improvisées et de court terme, pour alléger les pénuries des couches sociales les plus touchées par la crise économique.

Conscient de ces risques, Lula da Silva cherche à renforcer ses rangs grâce à de nouveaux alliés. Sans doute l'adhésion la plus spectaculaire à ce jour est celle de son ancien adversaire issu des rangs du PSDB, l'ex-gouverneur de San Pablo, Geraldo Alckmin, qui a accepté l'invitation à se joindre à sa proposition en qualité de candidat à la vice-présidence [14]. Cette initiative laisserait entrevoir, en principe, le besoin de Lula da Silva de se rapprocher du « centre », particulièrement quand il s'agit d'élections à deux tours. Mais c'est aussi l'indice fort de ce que non seulement les différents secteurs de l'électorat mais aussi leurs leaders politiques respectifs, cherchent à reconstituer le réalignement dont nous avons parlé précédemment. Cela s'intègre, par conséquent, dans un mouvement plus profond, non plus d'une candidature de gauche qui aspire à attirer le « centre » vers elle mais d'une métamorphose rendue viable dans une formule qui représenterait tout le camp démocratique hétérogène.

Le mot « hétérogène » est décisif pour cette analyse. Car elle est, en même temps la force et la faiblesse de la métamorphose en cours. Sa force, évidemment, réside dans l'amplitude politico-idéologique, dans l'effort pour rassembler les courants démocratiques les plus divers, à gauche et à droite. Sa faiblesse, d'autre part, réside dans la propension à abandonner un noyau programmatique, à négliger une orientation ferme et claire. Il est certain, que la « marée rose » que Lula a entrainée à partir de 2003 a été exactement ce que l'expression suggère : une gauche de gouvernement modérée pour rendre le projet possible. De toutes manières, modérée comme elle l'était, c'était une gauche qui cherchait à se différencier d'un adversaire situé relativement à droite, en explorant jusqu'à la limite la composante « sociale » de ce modèle programmatique composé, de type « socio-libéral ». Son identité et son orientation étaient en quelque sorte dues à l'existence d'une opposition constante contre cet adversaire situé relativement à droite, bien qu'ayant toujours les deux options comme scenario de fond, un régime démocratique stabilisé et que ne remettait en question aucune autre force politique de poids électoral considérable.

C'est ce scénario de fond qui s'est perdu dans la conjoncture actuelle. C'est pour cela que la victoire possible de la candidature de Lula da Silva, qui se présente aux électeurs, ne pourra pas reproduire la « marée rose » d'il y a 20 ans. Si le vaste domaine que celle-ci représente se trouvait à converger dans un programme commun de reconstruction du régime démocratique et s'il murissait un accord quant aux moyens de dépasser positivement les erreurs et les échecs préalables, peut-être les perspectives seraient-elles différentes, soudain plus claires et plus consensuelles. Mais ce n'est pas ce à quoi nous assistons. Par ailleurs, la coalition démocratique qui aujourd'hui est en passe de se reformer devra être très consciente de ce que, si elle échoue, elle fait courir au pays un énorme risque de consolidation de l'extrême droite, dans une version plus nocive que celle que nous connaissons. Il est donc, pour ces raisons, fondamental que cette coalition démocratique puisse expliciter ses objectifs, au-delà de se présenter comme

l'« alternative à l'autoritarisme ».

Finalement, il faudra prendre en compte les influences de la conjoncture internationale très différentes aussi de ce qu'elle était dans les années de la « marée rose ». Aujourd'hui, un nouveau gouvernement présidé par Lula da Silva sera beaucoup plus en butte que lors de ses mandats précédents à une conjoncture globale très complexe, et il n'est pas facile du tout de prévoir quels sont les impacts qu'auront les turbulences en cours.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : https://nuso.org/articulo/segunda-marea-rosa-brasil/.

Notes

[1] Ce terme et l'argumentation correspondante se trouvent chez C. Araujo et Leonardo Belinelli : « A crise constitucional brasileira : ensaio de interpretação histórica (1988-2016) » en André Singer, C. Araujo y Fernando Rugitsky (dirs.) : *O Brasil no inferno global : capitalismo e democracia fora dos trilhos*, FFFLCH, San Pablo, 2022 [sous presse].

[2] Terme inventé par le politologue Sérgio Henrique Hudson des Abranches dans « Presidencialismo de coalizão : o dilema institucional brasileiro » dans *Dados* vol.31 N°1 ,1988

[3] Voir C. Araujo y L. Belinelli : *op. cit.*.

[4] Le ministre Luis Roberto Barroso, du STF, aborda la question de la judiciarisation de la politique comme un phénomène plus vaste de judiciarisation de la vie sociale. Voir LR. Barroso : « A judicialização da vida » dans Edmar Bacha et al. (dirs.) : *130 anos : em busca da República*, Intrínseca, Río de Janeiro, 2019.

[5] Disponible sur www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u33908.shtml.

[6] Pour une description détaillée et une analyse du programme Bourse familiale, voir Walquiria Leao Rego y Alessandro Pinzani : *Vozes do Bolsa Família : autonomia, dinheiro e cidadania*, Unesp, San Pablo,2104.

[7] Sur l'impact du boom des *commodities* sur l'économie brésilienne, voir Laura Carvalho : *Valsa brasileira : do boom ao caos econômico*. Todavia, San Pablo, 2018.

[8] Pour plus d'informations sur le *mensalão* de deux perspectives différentes, voir Joaquim Falcão : *Mensalão. Diário de um julgamento : Supremo, mídia e opinião pública*, Editora Forense, San Pablo, 2015 ; et Paulo Moreira Leite : *A outra história do mensalão : As contradições de um julgamento político*, Geração, San Pablo, 2013.

[9] Sur la campagne électorale de 2010, voir C. Araujo : « Interpretando a campanha e as urnas » dans *Fevereiro. Revista de Cultura e Política* No 2, 12/2010.

[10] Sur la signification et les conséquences politiques de la NME, voir A. Singer : *O lulismo em crise : um quebra-cabeça do período Dilma (2011-2016)*, Companhia das Letras, San Pablo, 2018.

[11] *Ibid.*

[12] Voir C. Araujo et L. Belinelli : *op. cit.*

[13] Sur l'opération Lava Jato, voir Fábio Kerche et João Feres Júnior : *Operação Lava Jato e a democracia brasileira*, Contracorrente, San Pablo, 2018.

[14] Il faut noter que, en acceptant de rejoindre la candidature de Lula da Silva, Alckmin a dû abandonner le PSDB et prendre sa carte au Parti socialiste.